PRIVATION ARBITRAIRE DE LA VIE ET DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

Esra Solin Dal, l'une des 9 journalistes qui ont été arrêtés lors de perquisitions à Istanbul, Ankara et Urfa le 23 avril 2024, dans le cadre d'une enquête ouverte en 2022, a été soumise à une fouille à nu pendant sa détention.

Les procureurs turcs ont rejeté une plainte de torture déposée par Aysun Işınkalarar, l'ancienne directrice d'un dortoir affilié au mouvement Gülen, qui allègue qu'elle a été torturée (elle a été cagoulée, étranglée et soumise à des chocs électriques) par la police et négligée par les médecins alors qu'elle était en détention en 2018.

Şerife Sulukan, une femme souffrant de paralysie et d'épilepsie, emprisonnée pour ses liens avec le mouvement religieux Gülen, attend depuis près d'un an une décision présidentielle sur sa libération, les autorités médicales l'ayant jugée inapte à rester en prison.

Mustafa Başer, un ancien juge incarcéré à Ankara, se voit refuser la liberté conditionnelle depuis près de trois ans alors qu'il souffre d'un cancer.

Selver Yıldırım, détenue à la prison pour femmes d'Ankara Sincan et souffrant d'une perte de vision de 85 %, s'est vu refuser une loupe et des lunettes de soleil par l'administration pénitentiaire pour des raisons de « sécurité ».

Hanife Arslan, une femme kurde malade de 81 ans qui purge une peine de plus de six ans pour appartenance présumée à une organisation terroriste, s'est vu refuser cinq fois sa libération conditionnelle alors qu'elle souffre de plusieurs problèmes de santé chroniques.

Hatice Yıldız, une femme de 75 ans malade qui avait été condamnée à quatre ans pour "financement d'une organisation terroriste" parce qu'elle avait envoyé de l'argent à sa fille emprisonnée et à son compagnon de cellule, aurait souffert d'un état de santé déclin après être tombée malade en prison.

Deux adolescentes arrêtées la semaine dernière dans le cadre d'une opération policière axée sur des membres présumés du mouvement Gülen ont raconté leurs expériences traumatisantes lors d'une émission en direct mardi, signalant des abus psychologiques et des violations des droits pendant leur détention.

Trois frères - İbrahim Emre, Muhammed Emre et Üsame Emre - emprisonnés en raison de liens présumés avec le mouvement Gülen, n'ont pas été autorisés à assister aux funérailles de leur jeune sœur, Sümeyra Emre, décédée le 25 avril des suites de blessures subies dans un accident de voiture alors qu'elle revenait de rendre visite à ses frères Muhammed et Üsame à la prison de Kepsut, à Balıkesir.

La prison de haute sécurité de Van fait face à des allégations de pratiques arbitraires affectant l'accès des détenus aux soins de santé et aux consultations juridiques.

Un rapport rédigé par une association d'avocats en Turquie a révélé comment un éducateur turc rendu à la Turquie depuis le Kirghizistan par les services de renseignement turcs en 2021 en raison de ses liens avec un groupe confessionnel a raconté des cas de torture et de menaces de mort qu'il a subis en détention.

Les membres d'un groupe de jeunes pro-palestiniens, qui ont été arrêtés après les célébrations de la fête du travail à Istanbul, affirment avoir été maltraités en garde à vue.

Une personne nommée T. K. qui attendait à un arrêt de bus dans le district de Çankaya à Ankara, a été détenue avec violence physique par des officiers de police qui vérifiaient sa carte d'identité, et cette violence physique et verbale s'est poursuivie après la détention.

Selon l'Association des Droits de l'Homme (IHD), les Conseils d'Administration et de Surveillance dans les prisons forcent les prisonniers à « regretter » et au moins 384 prisonniers ont vu leur libération reportée par la décision des Conseils d'Administration et de Surveillance entre 2021 et 2023.

4 personnes ont été arrêtées à un point de contrôle des véhicules dans le district de Küçükçemece à Istanbul et ont été soumises à la violence physique des officiers de police.

CONDITIONS CARCÉRALES / REFUS DE SOINS MEDICAUX

La prison de type T de Kütahya continue de subir des coupures d'eau en raison du manque d'approvisionnement en eau du bâtiment de la prison, et les prisonniers doivent satisfaire leurs besoins avec l'eau de la cantine en raison des coupures d'eau. Un député a également annoncé la situation dans la chambre parlementaire.

RÉPRESSION DE GULENISTES

Tout au long du mois de février, les procureurs ont ordonné l’arrestation d’au moins 922 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen.

En octobre 2020, un avis du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité.

La police turque a arrêté 14 mineurs, tous âgés de quinze ans, lors de raids à Istanbul pour des liens présumés avec le mouvement Gülen.

26 personnes originaires de 11 provinces, dont d'anciens officiers de police, ont été arrêtées pour leurs liens présumés avec le mouvement Gülen.

15 personnes, dont des officiers militaires en service actif ou révoqués et d'anciens élèves officiers, ont été arrêtées à Ankara pour des liens présumés avec le mouvement Gülen.

Un ancien fonctionnaire licencié dans le cadre d'une vaste purge menée à la suite de la tentative de coup d'État de juillet 2016 en Turquie a été arrêté une nouvelle fois pour avoir prétendument enfreint une interdiction de voyager en mars, alors qu'il était en instance d'appel après avoir purgé une peine de plus de cinq ans d'emprisonnement.

La police turque a arrêté 14 anciens officiers militaires et 2 civils lors de raids menés à Ankara pour leurs liens présumés avec le mouvement Gülen.

REPRESSION À L'EGARD DES KURDES

Des raids simultanés de la police dans la province d'Urfa, au sud-est du pays, ont conduit à au moins 14 arrestations, dont des membres et des cadres du parti pro-kurde Égalité et Démocratie des Peuples (DEM).

La police turque a arrêté des dizaines de personnes dans plusieurs provinces à travers le pays, y compris Istanbul, dans le cadre d'opérations qui ciblaient principalement des membres du Parti pro-kurde pour l'égalité et la démocratie des peuples (DEM).

5 membres du parti DEM ont été arrêtés lors de perquisitions à Şanlıurfa pour « propagande en faveur d'une organisation terroriste ».

Un tribunal d'Ankara a rendu jeudi un verdict dans le cadre du long procès de Kobani et a prononcé de longues peines de prison pour des dizaines de politiciens kurdes, y compris les dirigeants emprisonnés Selahattin Demirtaş et Figen Yüksekdağ.

REPRESSION TRANSFRONTALIÈRE

Un journaliste turc qui vit actuellement en exil en Afrique du Sud a été victime de harcèlement et d'interventions physiques de la part de l'ambassade turque et de

responsables de la sécurité alors qu'il couvrait un événement sur la Palestine dans la ville sud-africaine de Johannesburg.

DROITS DES FEMMES

Au moins 40 femmes ont été assassinées par des hommes tandis que 20 sont mortes dans des circonstances suspectes, selon les rapports mensuels publiés par BIANET.

La Fédération turque de football (TFF) a retiré Betül Nur Yılmaz de la liste des arbitres éligibles à la FIFA malgré l'invitation de l'association après avoir appris sa grossesse. Yılmaz se prépare à prendre la décision à la CEDH, affirmant qu'elle était « sexiste et discriminatoire ».

DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS

La Cour suprême d'appel de Turquie a confirmé la peine d'emprisonnement prononcée à l'encontre de Selçuk Kozağaçlı, président de l'Association des avocats progressistes (ÇHD), aujourd'hui fermée, qui est également un militant des droits de l'homme et un avocat de premier plan, et qui est derrière les barreaux depuis plus de sept ans pour "appartenance à une organisation terroriste" et "propagande en faveur d'une organisation terroriste".

RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

La municipalité d'Afyonkarahisar a annoncé sur son compte de médias sociaux que les frais de mariage de 400 TL pour les détenteurs de la citoyenneté sont passés à 10 000 TL pour les demandeurs d'asile.

Le maire de Nevşehir, Rasim Arı, déclare : « Nous allons augmenter les factures d'eau de 250 à 300 % pour les demandeurs d'asile. Nous allons augmenter les frais de mariage à 15 000 lires. Si quelqu'un se sent mal à l'aise dans cette ville à cause de ces problèmes, il peut aller dans une autre ville... Je ne donne de licence à aucun étranger » et a annoncé que les pratiques racistes et discriminatoires à l'encontre des réfugiés seraient combattues.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

Un tribunal turc a condamné le journaliste Barış Terkoğlu à une peine de deux ans de prison pour deux articles "ciblant" un fonctionnaire employé dans la lutte contre le terrorisme.

Huit personnes, dont deux journalistes, ont été arrêtées lors de raids à domicile dans la province majoritairement kurde de Diyarbakır, dans le sud-est de la Turquie.

À la suite d'une blague faite par l'acteur de théâtre Metin Zakoğlu à propos de Murat Kurum, candidat de l'AKP à la municipalité métropolitaine d'Istanbul, 5 de ses pièces au Centre culturel Atatürk ont été annulées par le ministère de la Culture et du Tourisme.

Sur décision de la 6ème chambre pénale d'Istanbul, il a été décidé que les articles de presse mentionnant MET-GÜN Construction Co. et son propriétaire Metin Güneş, dont le nom était mentionné dans le dossier de corruption, seraient bloqués pour en interdire l'accès.

Le 6ème tribunal pénal d'Istanbul a décidé de bloquer l'accès à 4 contenus que l'Association pour la Liberté d'Expression avait annoncés comme étant des articles d'actualité sur MET-GÜN Construction Co.

Le 7ème Tribunal Pénal d'Ankara a décidé que les articles mentionnant l'ancien chef du Département des Renseignements, le chef de la police Koray Öner, soient bloqués et supprimés.

Le 7ème tribunal pénal d'Ankara a décidé que les informations concernant l'avocat Mustafa Kurtuluş, membre fondateur du conseil d'administration de la branche de Trabzon de la Fondation Ensar, condamné à une peine de prison pour « agression sexuelle par pelotage » peu avant sa mort, seraient bloquées et supprimées.

Les informations concernant l'homme d'affaires Emircan Şahin, qui a agressé la fille de Defne Samyeli, Derin Talu, ont été interdites d'accès sur décision de la 2e chambre pénale d'Istanbul.

Le journaliste et auteur Bahadır Özgür risque une peine de prison allant de six mois à deux ans pour avoir prétendument insulté la nation turque, la République de Turquie et les institutions de l'État lors d'un discours prononcé à l'occasion d'une foire du livre.

Le journaliste Hakan Gülseven a été arrêté et envoyé en prison après que sa peine d'emprisonnement de 1 an et 8 mois ait été confirmée par la Cour d'appel régionale.

Pınar Aydınlar a été condamnée à 1 an, 6 mois et 24 jours de prison pour ses publications sur Facebook, tandis que ses chansons qu'elle a chantées au 21e Festival de la culture et de la nature de Munzur ont été considérées dans le cadre de la liberté d'expression.

Un tribunal d'İstanbul a ordonné à quatre journalistes de payer des dommages-intérêts à un général à la retraite en raison de cinq articles qui ont été publiés dans le quotidien Taraf, aujourd'hui disparu.

Les journalistes Mehmet Baransu, Yasemin Çongar, Ahmet Altan et Yıldıray Oğur (de gauche à droite)

Un lycéen de Diyarbakır a été condamné à plus de sept mois de prison jeudi pour avoir prétendument insulté le président Recep Tayyip Erdoğan.

Des reportages et des messages sur les médias sociaux concernant le licenciement de l'ancien député AKP de Bilecik, Fahrettin Poyraz, en tant que directeur général de l'Union centrale des coopératives de crédit agricole, et son salaire présumé provenant de 11 endroits différents, ont été bloqués pour cause de violation des droits de la personne.

Un tribunal a condamné cinq journalistes et un distributeur de journaux associés au journal pro-kurde Özgürlükçü Demokrasi, aujourd'hui disparu, à des peines de prison pour « aide à une organisation terroriste sans en être membre ».

Le documentariste et directeur de la photographie Koray Kesik a été arrêté lors d'une descente de police à Izmir le 2 mai 2024.

Le Conseil suprême de la radio et de la télévision (RTÜK), le régulateur turc de la diffusion et du streaming, a infligé des amendes à deux chaînes de télévision en raison de leur contenu critique à l'égard de membres du parti au pouvoir ou du gouvernement.

Les autorités turques ont annulé la projection d'un documentaire qui mettait en lumière les difficultés rencontrées par les victimes de la purge qui a suivi le coup d'État, peu avant la date prévue pour sa projection dans le cadre d'un festival du film à Ankara.

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

La police turque a arrêté 210 personnes après que les autorités aient interdit les rassemblements du 1er mai sur la place centrale de Taksim à Istanbul.

La police turque a arrêté vendredi 29 personnes qui avaient résisté aux forces de l'ordre mercredi en tentant d'organiser une manifestation sur la place centrale de Taksim à Istanbul pour marquer la Journée internationale des travailleurs, malgré l'interdiction du gouvernement.

À Ankara, la police intervient dans le parc Kuğulu pour le début du 19e festival du film ouvrier et empêche la marche.

38 qui auraient résisté aux forces de l'ordre mercredi pour tenter d'organiser une manifestation sur la place Taksim d'Istanbul à l'occasion de la Journée internationale des travailleurs, malgré l'interdiction du gouvernement, ont été arrêtées.

Le gouvernorat de Van a annoncé que les manifestations, les réunions en plein air, les réunions à l'intérieur et à l'extérieur, les déclarations à la presse, les sit-in de protestation et les enquêtes, la mise en place/l'ouverture de tentes et de stands, l'organisation de pétitions, la distribution de tracts, de brochures et de prospectus et toutes sortes d'activités de protestation sont interdites pendant 6 jours entre le 10 mai 2024 et le 15 mai 2024.

La police est intervenue lors de la manifestation organisée par Student Collectives dans la rue İstiklal pour Ata Emre Akman, un étudiant universitaire qui a été tué alors qu'il travaillait comme coursier à moto à Balıkesir. 11 étudiants ont été arrêtés.

Les gouverneurs de 12 provinces, y compris Diyarbakır, Mardin, Dersim, Bingöl, Bitlis, Kars et Izmir ont interdit toutes sortes de manifestations et de réunions à la suite du procès de Kobanê, au cours duquel les politiciens kurdes ont été condamnés à l'emprisonnement.

La police turque a arrêté 27 autres personnes qui ont résisté aux forces de l'ordre à Istanbul le 1er mai pour tenter d'organiser une manifestation sur la place centrale de Taksim malgré l'interdiction du gouvernement. Il s'agit de la troisième vague d'arrestations visant les manifestants.

IMPUNITÉ ET INDEPENDANCE JUDICIAIRE

Un tribunal d'Istanbul a rejeté pour la troisième fois une demande de nouveau procès de l'homme d'affaires et philanthrope emprisonné Osman Kavala.